

Réponse au commentaire de Georges Desrosiers. La réforme des systèmes de santé pourrait-elle être instrumentale à l'instauration d'un «G.A.T.T. de la sécurité sociale»?

André-Pierre Contandriopoulos

Université de Montréal

Pour sortir le système de soins du cul-de-sac où nous conduit le statu quo, Georges Desrosiers insiste sur le fait que les réformes suggérées dans l'utopie dont nous avons ébauché les grandes articulations dans notre article, ne pourraient pas se faire sans modifier l'idéologie de la compétitivité et de l'individualisme qui caractérise le système dominant de croyance des pays développés. Idéologie qui se manifeste par l'élection de gouvernements nationaux qui prônent de plus en plus la privatisation des programmes sociaux, et au mieux le statu quo pour le système de santé, et par les politiques des organisations internationales (BID, Banque Mondiale ...) qui renforcent cette idéologie en favorisant la compétitivité, l'absence de responsabilité de la collectivité sur la santé des individus, la nécessité d'instaurer des politiques de recouvrement des coûts, et d'une façon générale, le retrait de l'État des responsabilités qu'il assume dans le domaine social.

Si je suis parfaitement d'accord avec cette analyse, je ne peux en même temps que penser que la question n'est pas de savoir qui de la

poule ou de l'oeuf est apparu le premier, mais bien de comprendre que si l'idéologie est à l'origine des institutions, des modalités d'organisation d'une société ainsi que des mécanismes de régulation qui la caractérise, ce sont aussi ces institutions, ces modalités et ces mécanismes qui nourrissent le système dominant de croyance de la société.

Il faut qu'il y ait des changements dans les mentalités pour qu'émerge, comme le disait Guattari (1992), «Une recomposition d'une concentration collective capable de déboucher sur des pratiques novatrices. Sans changement des mentalités... il n'y aura pas de prise sur l'environnement. Mais sans modification de l'environnement matériel et social, il n'y aura pas de changement des mentalités». Les changements dans l'idéologie dominante dont on ne peut avec Georges Desrosiers que souhaiter ardemment l'arrivée, ne devraient pas être conçus comme des préalables indispensables à la transformation des systèmes de santé. Il faudrait considérer que les changements dans les mentalités évoluent en parallèle avec les efforts qui sont faits pour réformer les

grandes institutions des sociétés de façon à promouvoir la capacité de tous les hommes à vivre le mieux possible, et cela non seulement à l'intérieur d'une société donnée, mais aussi entre les sociétés.

Dans cette perspective, le rôle d'une utopie est de rendre envisageables et souhaitables des changements, d'offrir un projet qui puisse rallier les forces de changement, et par là

de contribuer aux transformations des mentalités que souhaite Georges Desrosiers. L'utopie serait alors que de pays en pays ces transformations de mentalités conduisent les gouvernements aussi bien dans les pays du nord que dans les pays du sud à établir entre eux ce «G.A.T.T. de la sécurité sociale» qu'évoquait Georges Desrosiers à la fin de son commentaire.

Référence

Guattari, F. (1992). Pour une refondation des pratiques sociales. *Le Monde diplomatique*, (463).

Biographie

André-Pierre Contandriopoulos détient un diplôme de doctorat en économie de l'Université de Montréal. Il est actuellement professeur titulaire au Département d'administration de la santé de l'Université de Montréal et occupe le poste de directeur de ce même département, depuis juin 1992. Il a également été le directeur scientifique du Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS) de l'Université de Montréal, de 1977 à 1991. Il est chercheur associé à l'Institut Canadien de Recherches Avancées, Toronto, et au Centre de recherche en gestion de l'École Polytechnique, Paris.